

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Chili-a-ose-toucher-aux-fonds-des-retraite-privées>

Les députés ont approuvé le retrait de 10% de l'argent  
des caisses de retraite (les AFP)

# **Le Chili a osé toucher aux fonds des retraite privées.**

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juillet 2020

## **Description :**

Le Chili a osé toucher aux fonds des retraite privées... Juan Carlos Ramírez Figueroa

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

À travers un *lobby* intense, le président chilien a tenté de bloquer la réforme qui ouvrirait la voie à la fin d'un modèle permettant aux fonds de retraites privées d'investir sur le marché mondial l'argent destiné aux retraites.

Une photo a fait le tour hier soir sur les réseaux sociaux chiliens : celle du Palacio de La Moneda au crépuscule, aux fenêtres du deuxième étage, la lumière allumée. Là, le président Sebastián Piñera se trouvait en réunion avec le ministre de l'Intérieur Gonzalo Blumel et le chef des conseillers de la présidence (et fonctionnaire actif de la dictature de Pinochet) Cristián Larroulet. A cette époque, la Chambre des députés avait approuvé par 95 voix pour, 25 contre et 31 abstentions, l'idée d'autoriser le retrait de 10% de l'argent aux caisses de retraites (*Administradoras de Fondos de Pensiones* ou AFP).



**Le bureau de Sebastián Piñera.** Dans la photo, Blumel et Larroulet [Twitter](#)

Un système mis en place par Pinochet en 1980 et conçu par l'économiste José Piñera (frère du président et connu comme « *le père des AFP* »), qui a permis la création d'institutions privées pour investir l'argent prélevé individuellement aux travailleurs pour leur retraite, sans aucune participation de ceux-ci aux bénéfices, mais aux pertes oui.

Dans les procès-verbaux des réunions, [le dictateur se méfiait](#) de l'idée que cela incluait divers fonds à risque variable, que le travailleur lui-même devait choisir, mais il l'accepta finalement, toutefois en excluant habilement les Forces Armées.

Pour le reste des Chiliens, en revanche, les AFP ont engendré le désespoir, obligeant les retraités à se débrouiller avec n'importe quel emploi mal rémunéré et les salariés à savoir que tout cet argent qu'ils doivent obligatoirement cotiser est pratiquement de l'argent perdu. Cela explique en grande partie la déflagration sociale qu'a vécue le Chili au mois d'octobre dernier - avec plus d'un million de personnes manifestant dans les rues, y compris des groupes tels que « **No + AFP** » - et qui a été seulement interrompue par la pandémie. La défaite du gouvernement, dont le dogme est de ne pas toucher au modèle économique qui a donné tant de prospérité à l'élite pendant des décennies, était évidente.

Bien que ce ne soit que la première étape d'un projet de loi qui sera examiné et voté au Sénat cette semaine, hier soir, cela fut fêté comme s'il s'agissait d'un triomphe sportif, on a entendu des casseroles et des cris de joie dans les bâtiments du centre-ville de Santiago tandis que les différentes pages web de les différents AFP tels qu'**Habitat**, **Cuprun**, **PlanVital** on faisait état de pertes, ce qui rend impossible tout calcul sur le montant correspondant à ce 10% que l'on pourrait retirer. La recommandation qui a circulé dans les chats et les téléphones était de retirer cet argent (qui, selon de nombreux Chiliens, n'existe même pas physiquement, car il est conservé à l'étranger) afin de déstabiliser les entreprises des grands groupes économiques derrière ce système.

Ce que l'on sait jusqu'à présent, c'est le sort de 124 336 millions de dollars investis par les AFP dans les groupes économiques chiliens, selon une étude de 2020 de [la Fondation Sol](#) - qui a fait un travail intéressant de « médiation » dans un système qui est intentionnellement déroutant et difficile à comprendre dans toute son ampleur - un chiffre qui n'est qu'une partie de l'argent géré et qui profite à des groupes économiques qui, curieusement, ont des banques et des médias tels que **Luksic**, propriétaires de *Banco de Chile*, de l'influente *Channel 13* et d'un réseau *Rádios* particulièrement critiques de la flambée sociale et en faveur des mesures de Piñera, ou aussi les **Saieh** propriétaires de la banque *Itau* et du conglomérat *Copesa* (dont le journal *Tercera*, également caisse de résonance gouvernementale). Bien qu'il existe également d'autres groupes tels que *Matte*, *Yarur* et *Said* qui font partie de ce qui est populairement connu comme « **les vrais propriétaires du Chili** ».

## Coup pour Piñera et pleurs dans les AFP

En tout cas, ce fut un coup dur pour Piñera et la coalition de droite qui le soutient, dont 13 députés ont voté en faveur du retrait de 10% (4 de *l'Union démocratique indépendante* et 7 du *Renouveau national*). La dernière tentative « publique » a été l'annonce d'un nouveau train de mesures pompeusement appelé *Ingreso Familiar de Emergencia Plus*.

Le « *politique* » a été directement appuyé par des appels personnels du président pour ne pas soutenir l'idée et par l'envoi de ministres au Congrès de Valparaíso pour *faire du lobbying* - y compris affronter des journalistes qui s'y rendaient - dont celui particulièrement frappant du ministre des Finances Ignacio Briones qui a prononcé un discours fou qui démontre le stress que Piñera (et Larroulet) provoque :

« Une harangue libertaire a été faite ici, une telle curiosité qui vient de la gauche, dans laquelle on soulève quelque chose comme un droit de propriété illimité, quand ce qui se fait au Congrès, au jour le jour, à travers les lois, est de mettre des bornes à la liberté (...) C'est faire place à la débauche, laisser la place à je peux faire avec ce qui est à moi, ce que je veux. Je vous invite à réfléchir si dans la maison ou dans l'appartement de chacun de nous, nous pouvons faire ce que nous voulons ».

Comme on pouvait s'y attendre, les AFP ne peuvent pas cacher la crise sans précédent (et la déconnexion avec la rue) qu'elles traversent. Comme l'a déclaré Radio Cooperativa : « [Personne ne peut célébrer ce que la Chambre des députés a approuvé](#) » déclaré le directeur général du syndicat de ces caisses, le porte-parole de l'AFP *Habitat* a déclaré qu'il s'agissait « d'une erreur historique » avec des caractéristiques « idéologiques et populistes » et celui de l'AFP *Capital* est allé encore plus loin et a assuré qu'en plus d'être une mesure « mal ciblée et régressive », « à long terme, cela aggravera le problème des faibles pensions ».

**Juan Carlos Ramírez Figueroa** \* pour [Página 12](#), depuis Santiago du Chili

[Página 12](#). Buenos Aires, le 10 juillet 2020.

## Le Chili a osé toucher aux fonds des retraite privées.

---

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 10 juillet 2020.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).